



EVALUATION COOPERATION GROUP

DECLARATION A LA PRESSE

Washington, D.C., USA

Contact : Sona Panajyan

Tel : 1 (202) 473-9751

E-mail: spanajyan@ifc.org

L'évaluation indépendante des banques multilatérales de développement a identifié les six étapes à suivre pour stimuler la productivité agricole dans le monde

31 janvier 2011, Washington, D.C. – Le Groupe de coopération pour l'évaluation (ECG), un réseau composé des unités d'évaluation indépendante des Banques multilatérales de développement (BMD), a organisé aujourd'hui un atelier pour discuter de la synthèse de son évaluation de l'agriculture et de l'agroindustrie. Les leçons de cette évaluation revêtent une importance particulière aujourd'hui, au regard de la flambée des prix et de la menace d'une autre crise alimentaire auxquels le monde est confronté. Le principal message qui se dégage de ce contexte, est l'impérieuse nécessité d'accroître la productivité tout le long de la chaîne agricole.

La croissance de la productivité agricole a connu un ralentissement avec la chute vertigineuse des investissements des pays en développement et des bailleurs de fonds au cours des deux dernières décennies - l'aide bilatérale et multilatérale dans le secteur a connu un recul de l'ordre de 40 % au début des années 2000, par rapport au sommet atteint au milieu des années 1980. Ce ralentissement a été particulièrement ressenti en Afrique sub-saharienne, qui a enregistré la productivité la plus basse, alors qu'une grande majorité de sa population dépend de l'agriculture comme source de subsistance.

Aujourd'hui, le regain d'attention des gouvernements et de la communauté des donateurs pour l'agriculture se traduit par une augmentation sensible de l'aide publique au développement, qui est passée à plus de 8 milliards de dollars EU en 2008, contre une moyenne de 3,5-4,5 millions de dollars EU par an, entre 1998 et 2004. L'évaluation montre qu'en dépit du bien-fondé de l'augmentation des investissements, elle ne suffit pas à garantir les résultats sur le terrain. A ce stade, le défi à relever est de s'assurer que la hausse des investissements s'accompagne des politiques qui conduiront à l'amélioration de la productivité.

Compte tenu de la complexité de la chaîne de production agricole, une approche à multiples aspects constituerait la solution à l'accroissement de la productivité. Le rapport ECG, fondé sur des évaluations de ses membres (y compris la récente évaluation conjointe **Banque africaine de développement (BAD)**/Fonds international de développement agricole (FIDA) du secteur de l'agriculture en Afrique) et sur la littérature des travaux de recherche pertinents, identifie six domaines d'action pour les banques multilatérales de développement et les pays.

- **Recherche et vulgarisation** : L'investissement dans la recherche peut produire les meilleurs résultats, mais pour y parvenir, la technologie appropriée doit aller jusqu'aux agriculteurs et être adoptée. En Inde, les investissements publics dans la recherche agricole contribuent pour 30% à la croissance du secteur. Les institutions internationales peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de meilleurs résultats de la recherche et de la vulgarisation.
- **Accès à l'eau** : une gestion efficace de l'eau et une bonne irrigation peuvent considérablement accroître la productivité. Mais jusqu'ici, seul un faible pourcentage de terres agricoles est irrigué dans la plupart des pays en développement. En Tanzanie, sur les 44 millions d'hectares de terres arables, 2 % uniquement sont irriguées. La lutte contre les mauvaises pratiques d'utilisation de l'eau et d'agriculture pluviale, est vitale pour la croissance du secteur.
- **Accès au crédit** : l'insuffisance des revenus et l'accès limité au crédit ralentissent la croissance, en particulier dans les économies basées sur l'agriculture. Les institutions internationales ont joué un rôle très important, dans la mesure où elles ont facilité l'accès au crédit à travers des programmes de financement ruraux, mais la difficulté majeure reste leur viabilité au-delà de la durée du projet. À l'avenir, il sera important d'encourager également des initiatives privées dans ce domaine.
- **Accès à la terre et droits fonciers** : la propriété foncière confère aux agriculteurs des droits sur un bien important qui leur offre deux avantages clés : il encourage l'investissement à long terme dans les terres et facilite l'accès au crédit en produisant une garantie. Une propriété foncière incertaine ou des droits d'utilisation limités des terres nuisent à l'efficacité des activités de développement rural.
- **Routes** : Les meilleurs résultats de la productivité agricole découlent généralement des investissements dans les routes. En Ethiopie, l'accès à l'ensemble des routes praticables en toute saison a réduit la pauvreté d'environ 7% et la consommation alimentaire a augmenté de près de 17%. Aujourd'hui, il existe toujours des différences énormes entre les régions en matière d'accessibilité des routes. L'entretien insuffisant des routes rurales ralentit la croissance de la productivité.
- **Politiques, marchés et agroindustries** : L'augmentation de la productivité dépend en grande partie de l'existence des cadres et des politiques propices à l'agroindustrie, l'agroalimentaire, et à une amélioration des marchés. Les échecs des marchés ont été retentissants, notamment dans les zones rurales d'Afrique. Les institutions internationales peuvent jouer un rôle plus important en stimulant l'amélioration des marchés et des chaînes d'approvisionnement, tout en encourageant la contribution du secteur privé.

Les facteurs institutionnels conditionnent l'efficacité de ces six étapes. Parmi les plus importants figurent : l'engagement du client, la capacité du pays et la bonne gouvernance. Les résultats positifs dépendent également de la coordination entre les organisations, les pays, et entre les partenaires.

L'étude de l'ECG intitulée "Evaluative Lessons for Agriculture and Agribusiness" est postée sur le site : <http://www.ecgnet.org>

INFORMATION SUR ECG : Le Groupe de coopération pour l'évaluation (ECG) a été formé en octobre 1995 par les chefs des unités chargées de l'évaluation au sein des grandes institutions financières internationales. L'ECG a pour mission de renforcer les liens de coopération entre les

évaluateurs, d'améliorer la collaboration au sein de la communauté d'évaluation des organisations de développement et d'intensifier l'impact de l'évaluation par l'harmonisation et la diffusion.

Les membres du Groupe sont, entre autres, le Département de l'évaluation des opérations de la Banque africaine de développement ; le Département d'évaluation indépendante de la Banque asiatique de développement ; le Département d'évaluation de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'évaluation des opérations de la Banque européenne d'investissement ; le Bureau d'évaluation et de supervision de la Banque interaméricaine de développement ; le Bureau d'évaluation du Fonds international de développement agricole ; le Bureau d'évaluation indépendante du Fonds monétaire international ; le Département d'évaluation des opérations du Groupe de la Banque islamique ; et le Groupe d'évaluation indépendante du Groupe de la Banque mondiale.

Le Groupe d'évaluation des Nations Unies et le Réseau d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ont le statut d'observateurs. Le Bureau d'évaluation indépendante de la Banque du commerce et du développement de la mer Noire et le Département d'évaluation ex-post de la Banque de développement du conseil de l'Europe, aspirent à devenir membres du Groupe.

Les membres de l'ECG encouragent les journalistes à entrer en contact avec les directions des institutions financiers multilatérales.